L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 4 MARS 1887. 60me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI, 4 MARS 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Stephen J. Derbès, au No 124 de la rue Royale, articles d'opticien, lunettes, lorgnons, etc.

Le bill des ports et des rivières, et la Louisiane.

On a, quelquefois, accusé les Républicains de prodigalité; nous ne savons sur quoi se fonde un pareil reproche, mais il faut convenir qu'aux Etats-Unis, il n'y paraît guère. Jamais Parlement ne s'est montré plus économe des fonds publics que celui de Washington. Dans ses plus beaux mouvements de générosité, on est obligé de constater un esprit d'ordre qui frise la parcimonie — nous ne voulons pas dire l'avarice — et l'on peut affirmer que le Congrès est possédé de la manie de thésauriser. Cette tendance se manifeste, surtout, en matière d'améliorations d'un caractère général, de travaux publics et, nous ne savons sous quelle influence—on l'a vue redoubler, pendant bien des années, toutes les fois qu'il s'agissait du Sud.

Voilà longtemps que, vers la fin de chaque session, la Louisiane jette, du côté du Capitole, des regards anxieux; elle se demande, avec une inquiétude, qui n'est que trop justifiée par le passé, si l'on daignera penser à elle. Il y a eu, jusqu'aujourd'hui, tant d'intérêts habitués à passer avant elle, à se faire, dans le budget, la part du lion; on l'a, durant une quinzaine d'années, tant jouée, tant coupée, qu'elle a bien le droit de redouter les oublis du Congrès. Le danger est d'autant plus grand, que nos législateurs ne songent à faire ce que nous appellerons volontiers leurs largesses—il faut toujours être poli envers ceux qui tiennent les cordons de la bourse—que tout-à-fait à la fin de la session, quand ils sont poussés dans leurs derniers retranchements, acculés à l'échéance du 4 mars; ils votent, alors, à la hâte; ils vont au plus pressé; écoutent celui qui fait le plus de bruit et cèdent à qui les effrayent davantage ou fût-ce que pour se débarrasser de lui. C'est le plus important, le plus influent, le plus favorisé, le plus remuant, qui passe le premier; les autres viennent après, en supposant que le pain de trempe qui reste leur permette d'avoir leur tour.

Au milieu de ce brouhaha, la situation d'un petit Etat comme la Louisiane, que l'on a l'habitude de négliger et qui n'a que six votes à son actif, est toujours lamentable. La moindre incurie, la moindre faute de ses délégués, peut lui être funeste. S'il n'a pas, comme on dit en France, des représentants "à poigne", il est perdu.

Sous le rapport de la "poigne," nous n'avons pas trop à nous féliciter de nos choix; nous avons rêvé au delà de nos souhaits; nous avons des sénateurs, des mandataires intelligents, habiles, actifs, qui ne laissent échapper aucune occasion d'être utiles à leurs commettants; dans les dernières années d'une administration plus orageuses de toutes, ils restent intrépidement sur la brèche et savent toujours remporter une victoire.

Les nouvelles que nous recevons, avant hier, de Washington, en sont une nouvelle preuve. Sous l'influence de l'hon. Gibson, le Sénat avait porté le bill des ports et rivières à un montant qui dépassait dix millions de dollars, mais craignant de provoquer un veto de la part du Président, si le total restait ainsi élevé, la Chambre avait cru devoir proposer ces réductions de près d'un million—ce qui faisait tomber la somme affectée aux améliorations du fleuve, de Cairo aux Passes, de $100,000, soit $1,400,000, au lieu de $1,500,000. Il y avait donc à réduire que la Louisiane, le plus exposé de tous les Etats, ne fût obligés de subir les frais de ses diminutions. Il n'en a rien été. Grâce à l'infatigable activité des membres de notre délégation — en tête desquels il nous faut, sur l'autorité des dépêches, citer MM. Gibson et Blanchard—toutes les allocations accordées à nos cours d'eau ont été maintenues; pas un dollar n'en a été retranché.

Voici les chiffres:

Rivière Aunite, $1,500; Rivière Bœuf, $2,500; Bayou Barthélemy, $1,500; Bayou d'Arbonne, $1,500; Bayou Terrebonne, $3,000; Rivière Tensas et Bayou Macon, $2,500; Tchefunta et Bogue Falia $1500; Tickfaw $1000; rivières Ouachita, Arkansas et Black, territoire de la Louisiane, $7,500; rivière Sugg, de l'Arkansas à l'Atchafalaya, y compris les travaux à exécuter à Alexandrie, $45,000. Le tout a été voté, successivement, par les deux Chambres, avec un remarquable ensemble.

Les vrais Louisianais éprouveront une vive satisfaction, en l'apprenant. Il est évident que notre Etat a trouvé dans l'Union, la place dont on l'avait frustré. C'est une véritable révolution qui s'est opérée au sein du Congrès; elle ne date pas d'hier, nous le savons; depuis longtemps, il se manifestait, au haut lieu, un retour en notre faveur et l'intronisation d'un Président démocrate à la Maison Blanche—intronisation au succès de laquelle nous avons puissamment contribué—n'est pas étrangère à cette heureuse transformation, mais il s'exerce, dans le monde officiel, tant d'influences ennemies de la Louisiane; les intérêts y sont si multiples, si opposés; ils s'y croisent si vivement et s'y heurtent si violemment; nous excitons, d'ailleurs, dans le Nord et dans l'Est, tant de méconnaissances, de méprisables jalousies, qu'à chaque moment nous pourrions perdre le peu de terrain gagné, et retomber dans la situation de reclus—situation où nous avons été cruellement réduits, on l'on était habitué à nous voir, depuis tant d'années.

Il a fallu beaucoup de persistance, d'opiniâtreté, de nombreuses luttes, pour consolider nos premières victoires et nous rendre inexpugnables dans les positions que nous avions acquises. Nous devons ces succès à nos excellents choix, à l'habileté, à l'énergie, au savoir-faire, au patriotisme de nos délégués à Washington).

On voit quelle bienfaisante influence ces élections bien dirigées exercent sur les destinées d'un pays. La leçon qui nous arrive de Washington est très salutaire; elle devrait nous force de réfléchir, nous déterminer à changer nos agissements dans la politique locale. Nos affaires iraient mieux en Louisiane et à la Nouvelle-Orléans, si nous savions ouvrir, ici, la conduite sage, prudente, éclairée, que nous avons adoptée dans la politique générale; si nous apportions plus de vigilance dans nos élections municipales et d'état; si nous voulions rendre impossible l'entrée ou le retour, à la Législature et au Conseil, d'hommes que nous croyons ou savons incapables d'y suggérer de bonnes mesures, d'y défendre nos intérêts.

Au cercle.

—Mon cher, je crois que je vais faire une bêtise.

—Fais-la tout de suite, alors.

—Pourquoi?

—Parce que, quand on veut faire une bêtise, il faut la faire immédiatement; car, si on attendait au lendemain, on réfléchirait et, sûrement, on ne la ferait pas.

LOUISIANE.

La *Review*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 26 février:

La rivière Rouge monte toujours. La navigation y est devenue facile et la trafic y reprend son activité ordinaire.

—Marié, par le Rév. Père Simon, à la résidence du père de la mariée, M. P. H. Coulon à Mlle Isabelle Convillon, tous deux du Bayou des Glaises.

—Décédé, chez lui, près de Mansura, à l'âge de 41 ans, M. Fulgence Laborde.

Le *Capitolian Advocate*, Baton Rouge, paroisse East Baton Rouge, du 2 mars:

M. Phil. D. Armour, le grand marchand de viandes salées et de graisse, de Chicago, est à la tête d'une compagnie qui s'organise, en ce moment, en vue d'établir une deuxaine de fabriques d'huile de graine de coton. Parmi les actionnaires, on compte presque tous les grands fabricants de savon des Etats-Unis; ils prendront, pour leur compte les produits de ces fabriques et en assureront ainsi le placement. M. Armour a déclaré qu'il consomme, à lui seul, un cinquième de toute l'huile de coton qui se produit maintenant. La nouvelle entreprise a été provoquée par la concurrence qu'a voulu faire l'Américain Cotton Oil Trust Company, qui jouit, en ce moment, du monopole de la fabrication de l'huile et vient d'acheter deux vastes établissements de porc et de graisse. De là, la lutte qui s'engage et ne peut que profiter aux planteurs cotonniers et aux consommateurs.

L'*Eagle*, paroisse St-Bernard, du 3 mars:

L'ouverture du chemin coquillé qui conduit au cimetière Chalmette, par l'entrepreneur, M. McNamara, par suite des pétitions réitérées des habitants de St-Bernard, a provoqué un mouvement tout à fait inusité. Il en est résulté de graves inconvénients. La terre, fraîchement remuée, a créé sous le poids des véhicules; il s'est formé de profondes ornières que M. McNamara est obligé de combler. Il lui faut payer, tous les jours, deux hommes pour combler les trous. Il est vrai que depuis les beaux temps, le chemin est plus ferme et les lourdes voitures ne font plus de dégâts. Il nous semble que les propriétaires devraient livrer passage sur leur propriété, en attendant que le chemin soit complètement achevé. S'ils s'y opposent, qu'ils aident au moins M. McNamara à terminer le plus vite possible son œuvre.

Revue des Deux Mondes.

Livraison du 15 février 1887.

SOMMAIRE.

I—**Napoléon Bonaparte**, première partie par M. H. Taine, de l'Académie Française.
II—**Au Paradis des Enfants**, deuxième partie, par M. André Theuriet.
III—**Les débuts d'un précepteur**—**La France en Tunisie.**
IV—**Le maître à danser**—**Souvenir de collège**, par M. Adrien Chabot.
V—**Souvenirs d'un voyage au Pérou**—II—**Le littoral du Golfe-Persique et le Fars**, par M. Frédéric Houssay.
VI—**Le Journal de Louise Lateau**, par M. Edouard Grimaux.
VII—**Poésie**—**Le Père Jean**—**Ballade de la Fileuse**, par M. Eugène Le Mouël.
VIII—**Les inquiétudes du jour.**
IX—**Revue Dramatique.**—**Gymnase.**—**La Comtesse Sarah**, de M. Georges Ohnet.—**Comédie-Française.**—**Le Cercle**, de Poinsinet, par M. Louis Gallet.
X—**Chronique de la quinzaine. Histoire politique et littéraire.**
XI—**Le mouvement financier de la quinzaine.**
XII—**Bulletin Bibliographique.**

La *Table* de la *Revue*, de 1874 à 1826, est mise en vente au prix de 2 francs pour Paris. 2 fr. 25 pour la province. 2 fr. 50 pour l'étranger, port compris. La *Table*, de 1831 à 1874, est livrée au prix de 3 fr. pour Paris. 3 fr. 75 pour la province et l'étranger.

Espagne.

Nous donnons la dépêche suivante dans le *Journal des Débats* du 14 février:

Madrid, le 13 février.

Une personne généralement bien informée vient de me dire que les négociations, engagées avec M. Ruiz Zorrilla pour le faire renoncer à ses projets révolutionnaires, seraient sur le point d'aboutir. Une amnistie générale, comprenant les individus qui ont pris part à des soulèvements militaires, serait décidée. En conséquence de cette disposition, M. Ruiz Zorrilla, qui obtiendrait l'autorisation de rentrer en Espagne, adresserait au pays un Manifeste dans lequel il déclarerait son intention de se tenir désormais éloigné de la politique active et de se retirer dans sa propriété de Tablada, située dans la Vieille-Castille. Il ne manquerait plus, dit-on, pour donner une solution définitive à la question, que de connaître l'opinion de certains personnages, afin qu'une mesure d'une aussi grande importance pour la politique intérieure de la péninsule ne soit pas trop vivement combattue, et que les engagements pris soient scrupuleusement respectés le jour où le parti libéral ne sera plus au pouvoir.

Les ministres et le président du Conseil lui-même, qui ont répondu, devant le Sénat et devant la Chambre des Députés, à des questions posées sur les motifs qui avaient pu déterminer le gouvernement à assigner Ceuta comme nouveau lieu de résidence au général Villacampa, ne l'ont pas fait avec des raisons bien concluantes. Il y a eu différentes versions qui n'auraient guère éclairé ni les sénateurs, ni les députés sur les véritables intentions des membres du Cabinet. Or, on suppose que ces derniers auront voulu soustraire le général Villacampa et ses compagnons de captivité aux effets d'un climat meurtrier comme l'est celui de Fernando Po, et donner en même temps à M. Ruiz Zorilla un gage de leurs dispositions à la clémence et de la bonne foi avec laquelle ils chercheront à résoudre définitivement la question de l'amnistie. Il paraît y avoir, en effet, entre cette question et le retour des militaires dont je viens de parler, une connexité que peu de personnes semblent avoir remarquée.

Aux premiers symptômes d'une guerre européenne, on fera venir immédiatement les réserves des garnisons des Baléares renforcées de 100,000 hommes des Canaries.

L'Espagne pourrait ainsi au besoin mettre 500,000 hommes sous les armes.

La *Epoca* dit que l'Espagne n'a de méfiance à l'égard d'aucune puissance, mais qu'elle fera respecter sa neutralité.

Ce journal ajoute que l'Espagne désire vivement la paix, mais qu'elle a conscience de ses devoirs nationaux, pour lesquels elle fera avec enthousiasme tous les sacrifices.

Le 11 février, à la séance du Sénat, le ministre des colonies, répondant à une interpellation sur la conversion de la dette cubaine, a déclaré que 91 0/0 des cédules de dettes ont été converties.

Le ministre des finances a déclaré que la loi sur le fermage de la régie du tabac sera exécutoire à partir du 1er juillet. Les avantages qui résulteront de sa mise en vigueur seront donc compris dans le prochain budget.

Les groupes républicains de toute nuance ont célébré, le 11 février, dans de nombreux banquets, l'anniversaire de la proclamation de la République de 1873. Les autorités ont laissé complète liberté aux manifestants. Aucun incident ne s'est produit.

Suisse.

Le grand conseil vaudois va se réunir pour s'occuper du subside de 4 millions de l'Etat de Vaud à l'entreprise de Simplon. La participation financière sera votée sans difficulté et acceptée par le peuple. Les subsides des Etats du Valais et de Fribourg sont également assurés; celui du canton de Genève paraît plutôt compromis, les intérêts de ce canton étant moins directement engagés et une certaine opposition s'étant fait jour contre l'entreprise.

M. Momo est en grande conversation avec Mlle Lili.

On est allé en soirée, paraît-il, et chacun raconte ses petites impressions.

—Moi, dit Momo avec importance, je n'ai pas eu sommeil ni mal au ventre, et cependant j'ai mangé beaucoup de bonbons et je suis resté jusqu'à minuit du soir.

—Oh! moi, réplique dédaigneusement Mlle Lilli, c'est bien mieux. Je suis resté jusqu'à minuit du matin!

Nouvelles religieuses.

On sait—dit la *Gazette de France*—combien les ennemis de l'Eglise dénigrent l'action des missionnaires dans les pays sauvages; ils accusent même parfois ces religieux de fomenter des insurrections chez les indigènes.

Nous donnons ci-après l'appréciation d'une feuille libérale à ce sujet. On verra ce que peuvent les missionnaires lorsqu'on ne vient pas entraver leur apostolat par des mesures tracassières. Voici ce qu'en écrit des îles Philippines au libéral *Temps* de Paris:

"Vous savez déjà qu'un gouverneur militaire espagnol a été installé à Yap, le port principal des Carolines, sous la garde de soldats tagals. Voilà pour la conquête matérielle, laquelle n'a pas encore été troublée.

"Ces jours-ci, des missionnaires, des pères capucins, barbus comme des sapeurs et venus tout exprès de la péninsule Ibérique, vont s'embarquer pour tenter de leur côté la conquête spirituelle des habitants.

"Le système de gagner les âmes et les corps au moyen de l'Evangile a été toujours employé par l'Espagne aux Philippines. Si, dans le Sud, le système s'est trouvé mauvais, au Nord il a donné des résultats magnifiques, et c'est bien aux missionnaires jésuites, dominicains, augustins, récollets, franciscains qu'est due la domination *sans trouble et sans révoltes de ces belles contrées.*

"Pendant plusieurs siècles, deux cent cinquante artilleurs européens observés dans une forteresse, à Manille, ont suffi pour tenir en respect cinq millions d'habitants, c'est-à-dire la population entière de l'archipel. Pas un soldat dans les provinces. Ici seul religieux, perdu entre cent mille insulaires, suffisait pour faire tenir ceux-ci tranquilles. Et cela dure encore."

Par suite des dispositions amicales manifestées par la Chine à l'égard du Saint-Siège, le cardinal Simeoni, préfet de la *Propagande Foide*, a été chargé par Pape d'élaborer une convention à l'effet d'assurer la liberté complète ainsi que la sécurité des missions catholiques dans l'empire chinois. Le projet de cette convention devait être télégraphié à Pékin le 22 février.

On assure, à Rome, qu'un nouveau document pontifical relatif aux affaires d'Allemagne va paraître très prochainement. On n'y doute pas—ajoute un organe religieux de Paris—que M. de Bismarck ne se soit engagé à intervenir diplomatiquement, en temps marqué, en faveur de la situation qui doit être faite au Saint-Siège.

Les religieux cisterciens de Lérins préparent, pour les Noces d'or de Léon XIII, une magnifique œuvre d'art. Voici à ce sujet les détails intéressants que nous trouvons dans une circulaire émanée de l'abbaye:

"Nous avons entrepris le rude labeur de réunir, dans un splendide volume, le sublime cantique du *Magnificat* traduit en cent cinquante langues environ, toutes imprimées avec leurs caractères propres. Pour rendre ce travail digne de l'immaculée Vierge Marie, digne du magnanime Léon XIII, digne de notre amour filial, chaque traduction du *Magnificat* sera entourée d'un encadrement à plusieurs couleurs, gravé *ad hoc* par les plus habiles artistes, le verso de la page de chaque *Magnificat* contiendra une belle enluminature des vertus de la très sainte Vierge. La préface, également illustrée à chaque page, renfermera une superbe gravure, en couleurs et or, de la Visitation, un éloge abrégé du *Magnificat* en six langues: en latin, en français, en italien, en espagnol, en anglais, en allemand, la dédicace de l'ouvrage à Sa Sainteté, etc."

On prétend qu'avant de donner sa démission, M. de Robilant a fait demander à Berlin par l'ambassadeur italien, M. de Launay, des explications précises sur la lettre du cardinal Jacobini. Mais le gouvernement allemand, à l'imitation de ce qu'il a fait pour la question de la médiation des Carolines, aurait refusé d'entrer en pourparlers sur ce sujet. M. de Bismarck aurait déclaré, dit l'*Univers*, que l'Italie n'avait rien à voir dans cette affaire.

Un mouvement considérable va avoir lieu dans l'épiscopat de France. Par suite des vacances récemment ouvertes, on ne comptera pas moins de sept sièges à pourvoir: celui de Lyon, qui est définitivement attribué à Mgr Foulon, archevêque de Besançon, on serait élevé Mgr Besson, évêque de Nimes; celui de Nimes, celui d'Auch, où va se transférer Mgr Gouzot, évêque de Gap; celui de Gap, celui de Laval, destiné, paraît-il, à un vicaire-général de Cambrai; enfin celui du Puy.

Les recettes du mois de décembre, pour l'Eglise du Sacré-Cœur de Montmartre, à Paris, ont été de 86,583 fr. 73 cent. Recettes antérieures, 17,757,736 fr. cent. Total, 17,844,320 fr. 22 cent.

Nous lisons, dans le *Bulletin des Facultés catholiques de Lille*, France:

"L'année scolaire 1886-1887 a vu s'augmenter le nombre des étudiants pour les Facultés de droit et de médecine. Il est de 117 pour la Faculté de droit, c'est-à-dire de 2 en plus qu'il n'y en avait à la fin de l'année scolaire dernière; et de 173, en y comptant 13 élèves sages-femmes, pour la Faculté de médecine, c'est-à-dire de 3 en plus qu'il n'y en avait au mois de juillet 1886.

"Dans les circonstances présentes et lorsque plusieurs des facultés de l'Etat voient diminuer le nombre de leurs élèves, une augmentation même légère peut être considérée comme un succès, comme un témoignage de l'opinion publique.

"Au Collège théologique, le nombre des étudiants est de 17, à la Faculté des lettres, de 23, et à la Faculté des sciences, de 24. Dans ces trois Facultés, le nombre des élèves laïques a augmenté. S'il y a une diminution pour le total, cela provient de ce que les séminaires des diocèses de Cambrai et d'Arras ont fourni, depuis deux ans, moins d'élèves ecclésiastiques pour les hautes études théologiques et pour les cours préparatoires à la licence ès lettres et à la licence ès sciences.

"Les Ecoles de hautes études industrielles et agricoles, qui ne font que débuter, ont 17 étudiants.

"Les Facultés catholiques de Lille progresseront de plus en plus. L'enseignement y est aussi large, aussi complet que possible. On tient à n'y conserver aucun de ces défauts qui ne suivent point assidument les cours et qu'une conduite peu régulière empêche de s'appliquer à l'étude.

"Les succès dans les examens ont répondu, durant l'année scolaire dernière, au mérite des professeurs et au travail des élèves. La proportion des examens heureux est toujours très élevée, si on la compare à ce qui se produit dans l'ensemble des Facultés de la France."

Le comité général de souscription pour la défense de la liberté religieuse, en France, publie le compte rendu de l'emploi fait, en 1886, des ressources qui lui ont été confiées.

Les souscriptions se sont élevées, pour 1886, à 65,113 francs.

1. 13,467 fr. 95 ont été employés en subventions aux religieux expulsés, et ont été consacrés aux travaux et aux publications du comité des jurisconsultes, dont l'appui est spécialement assuré aux congrégations religieuses;

2. 20,000 francs ont été remis à la Société générale d'éducation et d'enseignement pour être distribués à titre d'encouragement à environ deux cents écoles libres;

3. 20,532 fr. 84, fournis en grande partie par souscriptions spéciales, ont payé les frais du pélerinnement contre les lois scélérates. Cette pétitionnement a réuni plus de 700,000 signatures;

4. Enfin 10,843 fr. 88 ont été employés à organiser des conférences à Paris et dans les départements et à envoyer la correspondance hebdomadaire à de bonnes publications.

On le voit, les dépenses se sont élevées à 64,844 fr. 67, laissant un excédent de recettes de 269 francs.

Une chose a beaucoup frappé les Malgaches pendant leur séjour à Paris: l'interminable file de fiacre qui encombrent les boulevards.

—A quoi servent ces chevaux attelés à ces petites voitures? demandaient-ils.

—A écraser les enfants.

Alors, un d'eux, qui paraissait mieux renseigné, ajouta:

—Ils en manquent parfois quelquefois.

France et Allemagne.—Le septennat.

On lit, dans le *Journal des Débats* du 15 février:

Les lettres que nous envoie d'Allemagne notre correspondant spécial, rapprochées des articles qui se publient à Paris depuis quelques semaines, jettent une vive lumière sur le contraste qui existe entre l'état de l'opinion publique au delà du Rhin et l'état de l'opinion publique en France. La différence peut se préciser ainsi: chez nous, on ne désire pas la guerre, et on n'y croit pas; en Allemagne, on ne désire pas la guerre, et on incline à y croire.

Sur nos dispositions, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute. Notre presse s'est exprimée, dès le début, avec une netteté, avec une unanimité qui ont frappé l'Europe entière, et qui ne laissent prise à aucun maintendu. Parler, comme font huit certains journaux allemands, d'un mot d'ordre qui aurait été adressé par le gouvernement à nos confrères et à nous, c'est connaître bien peu la France, ou affecter de bien peu la connaître. S'il y avait dans notre pays un parti de la guerre offensive, ce parti aurait eu de belles occasions de se produire: on peut être assuré qu'il ne les aurait pas négligées. Nous sommes si peu disposés à attaquer l'Allemagne, nous souhaitons tellement le maintien de la paix que nous ne voulons même pas admettre la possibilité d'une humeur agressive chez autrui. La masse de la population est, sur ce point, d'un optimisme que les paniques financières récentes ont à peine troublé, et qui se raffermit de lui-même au lendemain de chaque alerte. Une guerre qui nous serait faite nous trouverait préparés, confiants dans notre force, résolus à nous défendre avec la dernière énergie, exaspérés contre l'assaillant par le sentiment même que nous aurions de ne l'avoir nullement provoquée; elle nous trouverait incrédules.

Tel n'est en aucune façon, à en juger d'après nos correspondances, l'état d'esprit de la population allemande. Elle n'a, dans son ensemble, nulle passion belliqueuse. Elle sait à merveille combien terrible, aléatoire et ruineuse, même dans le cas d'une victoire, serait une lutte entre elle et nous. Ses hommes d'Etat et les généraux les plus autorisés ont pris soin de lui répéter à vingt reprises, au cours de la dernière session du Reichstag, quel redoutable adversaire elle rencontrerait dans notre armée. Pour la disposer à une guerre offensive contre la France, il faudrait lui persuader que, en nous attaquant, elle ne ferait, en réalité, que se défendre, que précipiter un choc imminent et inévitable. C'est cette persuasion qui, depuis quelques semaines, on s'applique à lui donner. En l'agitant, et en l'alarmant de la sorte, on escomptait chez elle l'illusion d'un grave danger dont elle serait menacée par la France, on n'a pas pour objet, nous le pensons bien, de la pousser à une guerre. On veut seulement obtenir de bonnes élections. On veut assurer pour sept années l'organisation militaire de l'empire. On veut que le changement de règne, plus ou moins prochain, s'accomplisse dans un Reichstag docile, plein, homogène autant que possible, et imprégnant au cas où il serait hostile. Voilà le véritable but. Seulement, pour l'atteindre, on recourt à des moyens dangereux, à des moyens tels, que, si l'on voulait, en réalité, préparer l'opinion publique à une guerre, on n'emploierait pas d'autres. De là ces articles de journaux où les dispositions de la France sont dénaturées, de là ces mouvements de troupes, ces appels de réservistes effectués au moins de la campagne électorale; de là l'état de fièvre où vit l'Allemagne en ce moment.

Nous approchons de la date où, suivant le cours naturel des choses, cette fièvre doit se calmer. Elle tombera, nous l'espérons, après les élections de lundi prochain. Mais il importe que nous en notions avec soin les symptômes, et que, sans nous en exagérer la gravité, nous ne la traitions pas de pure comédie. Créée par des procédés trop artificiels, elle ne laisse pas d'être sérieuse. Qu'elle disparaisse après le 21 février ou qu'elle se prolonge, nous aurons, en tout cas, la conscience de n'avoir rien fait pour lui fournir un aliment.

Nous extrayons, d'une correspondance adressée, de Dusseldorf, Allemagne, au même journal, les indications suivantes:

"J'avoue que je n'avais pas, jusqu'à présent, compris l'importance que le chancelier attachait au septennat. La question est complexe, et je crois que beaucoup de Français, voire même d'Allemands, ne se rendent pas bien compte de son sens et de sa portée véritables. Ayant obtenu des précédents Reichstags le vote des subsides militaires pour sept ans, c'eût été pour la Couronne une diminution d'influence, de pouvoir et de prestige vis-à-vis de l'étranger que de consentir à ne plus avoir ces mêmes subsides que pour une période de trois ans.

"Une autre raison, tirée des faits mêmes, provient du projet de loi militaire déposé en France par le général Boulanger. Aux cas prévu, le nombre des hommes ayant passé sous les drapeaux augmentera chaque année, et l'Allemagne craignait de se trouver sous peu d'années ayant moins d'hommes exercés à mettre en avant.

"Dans le cas où le septennat serait repoussé, l'Allemagne se croirait dans une situation menacée et préférerait courir les chances d'une lutte immédiate plutôt que d'attendre un avenir incertain en supportant des charges de jour en jour plus lourdes."

Enfin, en quittant Dusseldorf, le correspondant a emporté, de son exploration, la conviction absolue que le peuple désire la paix, qu'il a craint la guerre, et qu'il y a quelques jours toutes les mesures étaient prises dans les régiments pour marcher. Le chancelier augmentait encore les terreurs de la population jusqu'au moment où il a acquis la certitude simultanée: qu'il aurait dans le nouveau Reichstag une majorité au moins pour le septennat, et que la France resterait calme et ne répondrait pas aux provocations allemandes.

La République conservatrice en France.

Le *Temps* du 15 février a fait précéder et suivre, des lignes qu'on va lire, une lettre qu'il a reçue de l'hon. M. Auguste Lepoutre, député de Roubaix:

Tout le monde a applaudi à la Chambre et tout le monde applaudira au dehors aux paroles éloquentes et sûmes que le président de la Chambre des députés a consacrées hier à la mémoire de Raoul-Duval. Nous ne parlons pas seulement de l'appréciation si juste et si fine qu'il a faite du talent et du caractère du brillant et sympathique député de l'Eure, mais du jugement élevé qu'il a porté sur la dernière phase de sa vie politique. "La mort de Raoul-Duval, a-t-il dit, est particulièrement douloureuse à l'heure où nous traversons. Son rôle ne pouvait que grandir, dans ce moment où l'apaisement doit être la première loi de notre politique." Et le compte rendu donne plus de valeur encore à ce langage en enregistrant l'unanimité des applaudissements qui l'ont accueilli. Rarement le président actuel de la Chambre ou l'un quelconque de ses prédécesseurs—et des plus éminents—s'était fait aussi facilement l'organe du pays; c'est le cœur même de la nation qui a battu cette fois dans la poitrine de M. Floquet. Et cette manifestation est d'autant plus significative que son auteur professe des opinions plus avancées. Elle montre qu'en dépit de toutes les défiances et de toutes les calomnies dont il est l'objet, le parti républicain, dans toutes ses nuances, sait reconnaître et honorer les adhésions que le patriotisme a inspirées.

Elle sera notre seul commentaire à la lettre intéressante que nous recevons à l'instant de M. Lepoutre et dont voici le texte:

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS. Paris, 12 février.

Monsieur le Directeur du *Temps*,

Dans la notice que vous avez consacrée hier à notre pauvre et regretté ami Raoul-Duval, vous semblez vous demander ce qui adviendra de sa dernière œuvre, restée inachevée et formulée dans le programme qu'en a appelé programme Raoul-Duval-Lepoutre.

Ayant reçu ses dernières confidences politiques dans les quatre jours que je viens de passer près de lui, je me crois autorisé à vous répondre et à rassurer les patriotes qui s'intéressent à la concentration des partis sur le terrain constitutionnel, pour arriver à la formation d'une République conservatrice.

Raoul-Duval ne laissera malheureusement pas d'héritiers de son talent; mais il laisse un bon nombre d'héritiers de sa pensée, à qui ne manquent ni la bonne volonté ni l'ardeur. Ses projets ne le suivront pas dans la tombe.

Sa plus grande consolation dans ses dernières jours a été de constater les progrès rapides que faisaient les idées émises dans notre programme. Il nous a quittés avec la conviction profonde que ses projets réussiraient, et ce don de seconde vue particulier aux mourants lui en faisait voir la réalisation comme prochaine.

Agréez, etc.

AUGUSTE LEPOUTRE,
Député de Roubaix.

Si, comme il nous serait pénible d'en douter, la clairvoyance de M. Lepoutre égale sa sincérité, et si les réalités qu'il nous promet ne sont pas inférieures aux espérances qu'il nous confie, les sentiments qui se sont manifestés, hier, sur tous les bancs de la Chambre, lui montrent l'accueil que ses amis et lui peuvent attendre de nous.

Belgique.

On télégraphie, de Bruxelles au *Times* de Londres, du 12 février:

"On annonce ici que les forts de la frontière de France ont été complétement armés en guerre.

"Les deux citadelles de Liège doivent être démolies comme inutiles, et on dit qu'en cas de mobilisation, le roi prendra le commandement en chef, avec le général Brialmont comme chef d'état-major.

"Le comte de Flandre commandera le 1er corps d'armée et le général Vandermissen le 2e corps.

"Le général Nicaise prendrait le gouvernement d'Anvers.

"Le ministre de la guerre posera probablement la question de confiance sur le projet de service obligatoire.

"Le fusil adopté pour l'infanterie est un nouveau fusil à répétition."

La note qui accompagne le budget des recettes extraordinaires donne des explications sur les crédits demandés pour le ministère de la guerre.

900,000 fr. seront consacrés à compléter les forts de Rupelmonde.

617,000 fr. seront employés pour le fort de Schooten.

1 million de francs pour l'achèvement de trois redoutes dans la zone maritime.

1,200,000 fr. pour l'armement des forts de Merxen, Zwyndrecht, Cruybeke et Waelhem.

8 millions sont demandés pour la ligne des fortifications de la Meuse.

Les anciens forts de Liège et de Namur seront démolis et remplacés par des ouvrages puissants, mais de petite dimension et ne nécessitant qu'une faible garnison.

Les travaux de la ligne de la Meuse coûteront 24 millions, mais on demandera pour cette année le tiers seulement de cette somme.

15 millions de francs sont nécessaires pour remplacer l'armement de l'infanterie; 5 millions seront dépensés en 1887.

Il reste encore à pourvoir à l'armement de vingt batteries d'artillerie.

D'autres crédits sont demandés aussi pour les casernes, l'habillement des troupes, etc.

Décédé hier à 2 heures p. m., à l'âge de 47 ans, JOHN L. LARESCHE. Ses amis et connaissances ainsi que ceux de la famille P. E. Laresche et de ses beaux-frères A. Elder et M. V. Dejan sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 3 mars 1887 à 5 heures p. m. Le convoi partira de sa dernière demeure, No 276 rue Prieur.

De la part de sa famille.

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile. 8 tous-lan PP

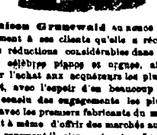
TO-MORROW.
AUX FAMILLES.
VINS supérieurs de Californie que l'on trouvera toujours chez M. Forget, 149 rue Royale, surtout le célèbre vin de Crabb 18 vieux à son restaurant 40 rue Dauphine. Se sert avec une demi-bouteille vin ordinaire pour 5 cents de plus ou avec une demi-bouteille du fameux Vo Kalori. 17fv—1anPP

Salle de la Metairie Fire Co. No 4.—Nouvelle-Orléans, 3 mars 1887.—Les officiers et membres de la susdite compagnie sont requis de s'assembler à la maison de pompe, en grand uniforme, aujourd'hui, vendredi, 4 mars, 1887 à 8 heures précises du matin, pour prendre part à la célébration du 53me anniversaire de la création du corps des pompiers de la Nouvelle-Orléans.

Par ordre de
A. BERTONNIÈRE,
Secrétaire archiviste.
CHAS. F. SLOAN,
Foreman.
4mars—1f

L'Union Française.
Les porteurs d'obligations de cette Société sont invités à assister au tirage de CENT de ces obligations qui aura lieu LUNDI SOIR, 7 courant, à neuf heures, à la Salle de l'Union, rue des Remparts, près Dumaine.
Par ordre du Conseil de Direction.
FRANÇOIS TUJAGUE, Président.
C. A. BAUD, Secrétaire. 4fev—3f

PIANOS
—DE—
PLEYEL
—CHEZ—
Louis Grunewald,
18 rue Baronne et 127 rue du Canal.



La maison Grunewald va mettre en vente immédiatement à ses clients qu'elle a récemment fait des réductions considérables dans les prix de ces admirables pianos et orgues, afin d'en faciliter l'achat aux acquéreurs les plus économes; et, avec l'espoir d'en beaucoup vendre, elle a consenti des engagements les plus favorables avec les premiers fabricants du monde, mettant à même d'offrir des marchés au public, comme rarement il s'en présente. La maison possédé dans le moment un vaste assortiment de tous les genres favoris de plaque reconnaître dans le monde entier: SCHIEDMAYER, PLEYEL, WOLFF & CIE, HAINES, BENDE, SOMMER, FISCHER, PEASE et les meilleures orgues telles que CLOUGH-WARREN, SCHOENINGER. Elle est plus de cent pianos d'occasion de tous les fabricants, qui seront vendus à moitié de leur valeur pour du comptant ou payable mensuellement, afin de faire place pour les nouveaux pianos attendus.

MUSIQUE en feuilles et INSTRUMENTS de MUSIQUE de tous genres, en grand assortiment et aux prix les plus modiques. CAHIERS, LIVRES de musique et tout qui est du genre. Soyez certain de visiter ce magasin avant d'acheter ailleurs car vous serez avantagés.

Louis Grunewald,
127 rue Canal
Et 18 rue Baronne, N.O.
1er oct—1an

PROCUREZ-VOUS
—LE—
Directory de la ville,
ANNÉE 1887.
5400 noms nouveaux.
25,000
Changements d'adresse même
Ce qui rend inutile les autres directe ce qui rend aussi le nouveau indispensable aux commerçants.
LE MOYEN LE PLUS PROMPT ET LE MEILLEUR
De se procurer le Directory est de le faire demander à l'éditeur. Un avis par carte postale trouvera une attention immédiate. Il n'en reste plus qu'un nombre restreint d'exemplaires, et ceux du nombre commandé. L. SOARES, Editeur
5 Allée Commerciale, coin de la rue du Camp. 10 fé